

unicef 

pour chaque enfant

NIGER

RAPPORT ANNUEL 2017

SOMMAIRE

MESSAGE DE LA REPRESENTANTE	4
LE NIGER EN BREF	6
Pour chaque enfant, LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT	8
Santé	10
Nutrition	12
Eau, assainissement et hygiène	14
Pour chaque enfant, APPRENDRE	16
Education de base	18
Pour chaque enfant, LA PROTECTION	20
Protection de l'enfant	22
ACTION MULTISECTORIELLE	24
Communication et Plaidoyer Public	24
Communication pour le Développement	25
Politique sociale et plaidoyer politique	26
Action humanitaire	27
FINANCEMENT	30

Remerciements

Supervision : Félicité Tchibindat, Représentante
Coordination : Lalaina Fatratra Andriamasinoro, Juan Haro
Consultante contenu & graphisme : Tamara Sutila
Photographie : ©UNICEF Niger
©UNICEF Niger 2018

MESSAGE DE LA REPRESENTANTE

2017 a été une année éprouvante pour les enfants au Niger. Les situations d'urgence humanitaire qui persistent, la croissance démographique rapide, le changement climatique et les inégalités sociales pérennes sont de perpétuelles menaces pour leur survie, leur développement et leur bien-être.

Malgré tout, le gouvernement du Niger a réalisé de nombreux progrès dans la création d'un environnement favorable aux droits de l'enfant et dans l'offre de services sociaux de base. Le plan quinquennal de Développement Economique et Social du gouvernement a été finalisé en 2017 avec l'appui technique des partenaires de développement. Les principaux problèmes affectant les enfants ont été abordés dans le nouveau plan de développement, notamment dans le champ de l'éducation des filles, de la santé des enfants et de l'autonomisation des femmes.

Nous, l'UNICEF, avons maintenu notre engagement à sauver la vie des enfants, à protéger leurs droits et à les aider à réaliser leur plein potentiel. En 2017, nos efforts ont conduit à des avancées majeures au bénéfice des enfants et nous sommes heureux de les partager dans ce rapport. Pour n'en citer que quelques-unes, l'UNICEF et ses partenaires au développement ont pu :

- Plaider activement en faveur du droit des enfants à l'éducation, ce qui a conduit à la signature par le gouvernement des «Dix engagements pour la promotion de l'éducation des filles» et d'un décret présidentiel portant à 16 ans l'âge de la scolarité obligatoire des jeunes filles ;
- Inciter le gouvernement à signer un protocole avec les Nations Unies (NU) pour la libération systématique des

enfants privés de liberté pour association présumée avec les groupes armés ;

- Favoriser un environnement propice à la lutte contre la malnutrition, en soutenant l'élaboration d'un plan d'action multisectoriel sur la nutrition ;
- Offrir à plus de 2,6 millions d'enfants de moins de 5 ans, soit 91% de la cible, un traitement préventif du paludisme, combiné au dépistage de la malnutrition aiguë sévère. Plus de 316 000 enfants ont été pris en charge pour une malnutrition aiguë sévère au niveau national, dépassant l'objectif initial de 309 000 enfants ;
- Mobiliser un total cumulé de 444 villages parmi les 794 villages pour qu'ils déclarent publiquement la fin des pratiques culturelles nocives à l'égard des femmes et enfants, y compris le mariage des enfants.

En 2018, l'UNICEF continuera de travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement, les agences des NU, les ONG, la société civile, le secteur privé, les communautés et les familles pour placer les enfants au cœur de l'aide humanitaire et des efforts de développement. Nous avons la conviction que chaque enfant au Niger mérite de s'épanouir, d'apprendre et de grandir en sécurité et en paix, et nous devons tous nous unir pour y arriver.

Avec mes sincères remerciements,



Félicité Tchibindat
Représentante UNICEF au Niger



LE NIGER EN BREF

- **Le Niger est un pays enclavé de 1,27 millions de kilomètres carrés situé au cœur du Sahel. Sa population est estimée à 21,5 millions d'habitants.**
- **Au Niger, 50% de la population sont des femmes et 80% vivent en zone rurale. Les enfants de moins de 18 ans représentent plus de la moitié de la population (58,2%).**
- **Environ 48% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté monétaire et 75% des jeunes enfants de moins de 5 ans sont privés d'au moins trois services sociaux de base.**
- **Malgré son vaste territoire et ses ressources naturelles sous-exploitées, le Niger reste parmi les pays les plus pauvres du monde en termes de PIB par habitant (907\$US PPA).**
- **Le développement du Niger, placé avant-dernier du classement de l'Indice de Développement Humain 2016, est entravé par de nombreux facteurs : les conditions climatiques qui freinent le développement rural ; la vulnérabilité économique due à l'absence de diversification ; la croissance démographique élevée ; les inégalités de sexe ; les faibles niveaux d'alphabétisation et d'éducation ; et la taille et l'enclavement du pays, qui rendent complexe la provision de biens et de services essentiels à la population.**





- La capacité du gouvernement à investir dans les infrastructures sociales et économiques est limitée par la faible base fiscale du pays (moins de 18% du PIB) ainsi que par la hausse des dépenses liées à la défense et la sécurité.
- La situation sécuritaire s'est significativement détériorée en raison de l'insécurité accrue dans les pays voisins (Mali, Libye et Nigéria) qui affecte les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est du Niger. En 2017, 2,2 millions de personnes ont eu besoin d'aide humanitaire.
- Depuis 2011, des groupes armés extrémistes sont responsables de très nombreux faits de violence contre des populations civiles dans les régions de Diffa et de Tillabéri et le long de la frontière avec le Mali dans la région de Tahoua. En 2017, 248 000 personnes à Diffa (soit 37% de la population de la région) ont été déplacées de force. Entre février 2015 et août 2017, 450 civils ont été tués, blessés ou enlevés.
- Le Niger est également une plaque tournante pour les activités de traite et de contrebande entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord, y compris la traite des migrants et la contrebande de carburant, d'armes et de drogues.



Pour chaque enfant, LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT

UNE MÈRE APPREND À VAINCRE LA MALNUTRITION AVEC SON DEUXIÈME ENFANT

Situé au cœur de la région de Maradi, le village de Dadin Tamro, dans la commune de Mayahi, ressemble en apparence aux autres villages du Niger. Des cases, une école, un point d'eau, du bétail, des greniers et une population d'agriculteurs et d'éleveurs. Pourtant, ici les villageois ont entrepris une révolution alimentaire et nutritionnelle au bénéfice des mères et des jeunes enfants, permettant aux femmes de mener leurs grossesses à terme et aux enfants de grandir en bonne santé.

Trois cases identiques s'élèvent au milieu du village – ce sont les maisons des épouses de Moussa. Moussa est agriculteur et aussi le réparateur de téléphones mobiles du village. Tandis que les bruits d'un pilon envahissent le village, la troisième épouse de Moussa, Balaraba, sort d'une des cases, un balai à la main. Près d'elle, un petit garçon joue avec un ballon de football. C'est Zaharadine, le deuxième enfant de Balaraba. "Il n'a que 22 mois, mais il est si intelligent et ne tombe presque jamais malade, je voulais même l'inscrire à l'école, mais je dois encore attendre", dit-elle fièrement.

Balaraba explique que Saminou, son premier enfant qui a maintenant 3 ans, n'a pas eu une petite enfance aussi épanouie que Zaharadine. Mariée à l'âge de 15 ans, Balaraba est rapidement tombée enceinte de Saminou. Quand Saminou est né, elle n'était pas préparée pour son rôle de mère. Elle n'avait bénéficié que de trois consultations prénatales et s'était rapidement retrouvée seule avec son bébé. La santé de Saminou s'est rapidement détériorée et il a souffert de malnutrition. «Je n'étais pas bien informée sur ce qu'il fallait faire et cela m'a beaucoup pénalisé», dit-elle.

Saminou a été pris en charge pour une malnutrition aiguë modérée. Sans le savoir, Balaraba était enceinte de son deuxième enfant pendant cette période. Cette grossesse a été une vraie surprise pour elle. «J'ai dit à une aînée que quand j'avais faim, je sentais quelque chose bouger dans mon ventre, elle me disait que j'étais certainement enceinte et que je devais aller au centre de santé. Quand je suis arrivée au poste de santé, l'infirmière a confirmé ma grossesse », explique Balaraba.

Depuis 2013, l'UNICEF, avec le soutien de l'Union européenne (UE), travaille avec le gouvernement du Niger pour améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et la santé des mères dans 17 communes des régions de Maradi, Zinder et Tahoua. L'accent est mis sur les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, de la conception à l'âge de 2 ans.

Lorsque Balaraba s'est rendue pour la première visite prénatale au cours de sa deuxième grossesse, l'agent de santé, qui avait été formé par l'UNICEF et le programme soutenu par l'UE, a assuré sa prise en charge. « Il m'a dit tout ce que j'avais besoin de savoir pour rester en bonne santé, mon bébé et moi, il m'a vacciné contre le tétanos et m'a donné du fer, de l'acide folique et des comprimés contre le paludisme ».

De retour au village, Balaraba a bénéficié des conseils d'un groupe de soutien communautaire qui sensibilise les jeunes mères et les femmes en âge de procréer sur les conditions d'une grossesse sans risque et en bonne santé.

Après sa quatrième consultation prénatale, elle a donné naissance à Zaharadine au centre de santé du village. «Juste après l'accouchement, l'agent de santé m'a demandé de nettoyer mes seins avec de l'eau et du savon, puis de mettre mon bébé au sein », explique

Balaraba. Elle a suivi ce conseil et a continué à allaiter Zaharadine exclusivement au sein pendant six mois.

Balaraba est maintenant devenu un modèle pour les autres femmes du village. Elle est membre de l'un des quatre groupes de soutien qui se réunissent une fois par semaine pour discuter des pratiques d'allaitement maternel exclusif, d'hygiène et de santé, et pour faire

des démonstrations de préparation des aliments de complément pour les enfants de plus de six mois. « Quand je parle aux femmes, elles m'écoutent parce que j'ai vécu les deux types d'expérience », explique-t-elle, « si j'avais eu la chance d'être mieux informée quand j'étais enceinte de Saminou, il n'aurait pas souffert de malnutrition ».

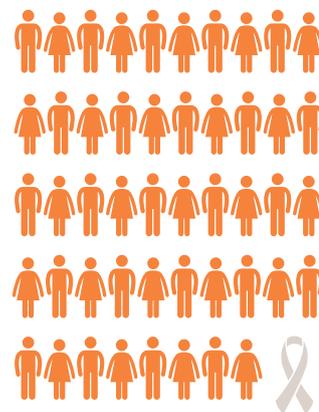


1 enfant sur 8 n'atteint pas son cinquième anniversaire.

1 enfant sur 20 meurt au cours de sa première année de vie.

1 enfant sur 42 meurt pendant son premier mois de vie.

1 femme sur 187 est à risque de décès maternel.



Près de **48,000** personnes vivent avec le VIH/sida.



Source: Enquête Démographique et de Santé 2012.

Principaux résultats pour les enfants

Bien que des progrès importants aient été réalisés ces dernières années au Niger dans la réduction de la mortalité des enfants, celles-ci restent encore élevées. L'UNICEF travaille avec le gouvernement, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires pour améliorer la santé des enfants et des femmes vulnérables, en mettant en place des interventions de santé rentables et dont l'impact est important.

Soutien en amont

- L'UNICEF a contribué à renforcer le secteur de la santé en 2017, en allouant 1,4 millions de dollars au fonds commun pour la santé et en soutenant l'élaboration du nouveau Plan de Développement du Secteur de la

Santé (2017-2021) et de son Plan intégré de Suivi et d'Evaluation.

- L'UNICEF et le Fonds Mondial ont continué à soutenir l'extension du système de gestion de l'information sanitaire de district (DHIS-2). L'un des principaux objectifs était d'améliorer la collecte de données et la production de rapports au niveau de la communauté et des structures de santé,.
- L'UNICEF, l'OMS et un réseau d'ONG impliquées dans le champ de la santé ont aidé la Direction de la vaccination du Ministère de la santé à promouvoir l'importance de la vaccination pour la survie des enfants auprès des parlementaires. Les parlementaires se sont ensuite engagés, au cours de l'exercice financier de 2018, à augmenter le budget consacré à la santé et à l'achat de vaccins.



A man with a warm smile, wearing a light pink traditional garment, sits on a blue patterned mat. To his left is a large, bright blue metal box with its lid open, revealing a compartment. In front of the box are several boxes of medicine and papers. Behind him is a wall made of reddish-brown mud bricks. The ceiling is made of wooden beams and dried branches. The scene is set in a simple, traditional structure.

“Les problèmes respiratoires, la diarrhée et le paludisme sont les maladies les plus courantes chez les enfants de notre village. Depuis que j’ai été sensibilisé par l’UNICEF, je reçois mes patients à la maison, je pose un diagnostic et je leur propose des médicaments et des traitements. Avant, les enfants devaient marcher longtemps avec leurs mères avant d’atteindre le centre de santé le plus proche.”

Dan Araou, community volunteer in Tsagé’s village, Maradi region.

Offre de services

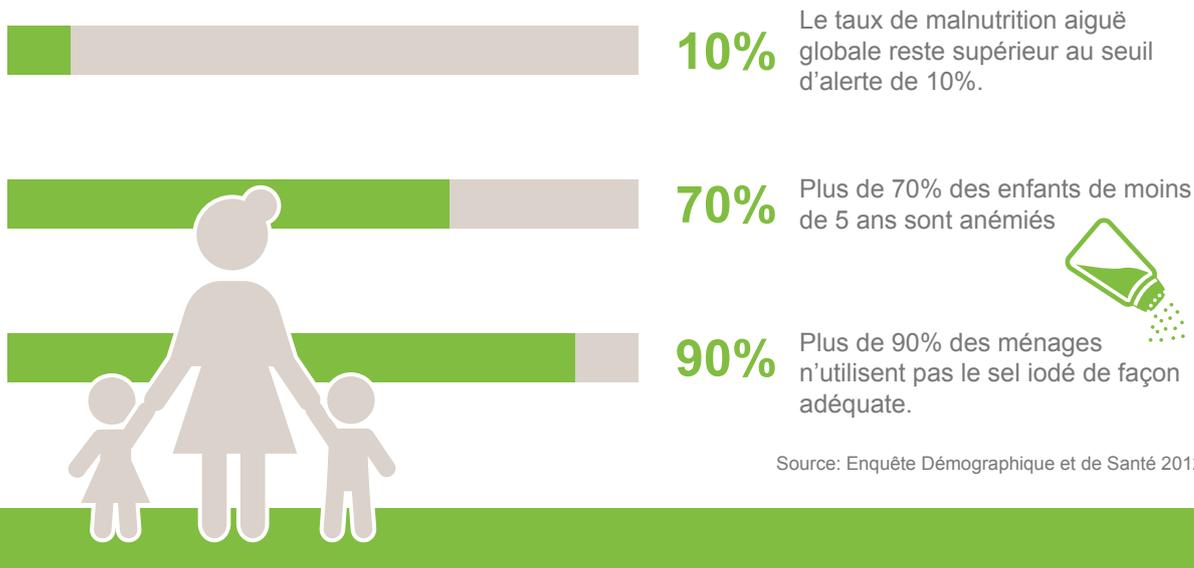
- La capacité de réanimation néonatale de trois centres de santé maternelle et infantile est passée de 60 à 69,4% à Maradi, de 59 à 60,3% à Zinder et de 67 à 75% à Diffa entre 2015 et 2017. Ceci grâce à la formation du personnel, au recrutement de personnel qualifié, à la fourniture de kits de réanimation de base et à la modernisation de l'infrastructure des centres, y compris en termes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- Les résultats de l'enquête LQAS 2017 (Lot Quality Assurance Sampling) menée par l'UNICEF dans 17 municipalités montrent une amélioration de la couverture en soins prénatals, avec 91% des mères ayant effectué une visite et 62% ayant effectué au moins quatre visites prénatales (contre 58% en 2016). La même tendance a été observée pour le traitement préventif intermittent (TPI) du paludisme, avec 51% des femmes ayant reçu au moins trois doses de TPI (contre 29,7% en 2016). Dans ces 17 municipalités enquêtées, 67% des mères ont déclaré avoir accouché en présence de personnel qualifié (contre 54% en 2016 et 46% en 2015).
- L'UNICEF, en collaboration avec le Fonds Mondial et l'OMS, a appuyé le passage à l'échelle du programme de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant au niveau communautaire (PCIME-C). La couverture du programme est passée de deux à six régions (Dosso, Maradi, Diffa, Tahoua, Tillabéry et Zinder), de six à 19 districts et de 18 à 75 communes entre 2016 et 2017.
- Pendant les quatre mois du programme de chimio-prévention du paludisme saisonnier (SMC), 2,5 millions d'enfants ont bénéficié d'une prophylaxie antipaludique chaque mois.
- L'UNICEF a installé 154 réfrigérateurs solaires dans les centres de santé intégrés de cinq régions à faible niveau d'électricité, dans le cadre du plan national d'optimisation de la chaîne du froid. Ce plan vise à améliorer la capacité de stockage des vaccins et la couverture en réfrigérateurs aux niveaux périphériques.
- Le vaccin contre le méningocoque a été introduit avec succès dans le Programme Elargi de Vaccination. Le pays a conservé sa certification d'élimination du tétanos maternel et néonatal, obtenue en 2016. Cinq activités supplémentaires de vaccination contre la poliomyélite, y compris deux journées nationales de vaccination (JNV) et trois journées de vaccination au niveau sous-national, ont été organisées. Une évaluation indépendante conduite en avril 2017 a montré que moins de 3% des enfants n'étaient pas vaccinés, contre 5% pendant les JNV de mars 2017.
- La couverture des services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant du VIH (PTME) est restée bonne, avec 919 sites de PTME fonctionnels dans tout le pays. Avec le soutien de l'UNICEF, de la Banque mondiale et du Fonds mondial, 115 sites mettant en place l'Option B + (traitement universel pour les femmes enceintes vivant avec le VIH) ont pu fournir des services aux femmes vivant avec le VIH et le sida, améliorant ainsi la couverture des sites de 47% en 2016 à 59,2% en 2017.

Collaboration avec les communautés

- Près de 20 000 femmes ont été sensibilisées par des médiatrices, recrutées et formées avec l'appui de l'UNICEF et du FNUAP dans les régions de Maradi et de Zinder, et dont le rôle est de conduire des visites à domicile et de favoriser le suivi des soins prénatals et de la PTME. Plus de 6 000 femmes ont été référées vers les soins prénatals, y compris des services VIH.
- L'UNICEF, l'OMS, la Direction de l'immunisation du Niger, le Rotary International et ORANGE Niger (société de téléphonie mobile) ont élaboré un plan de communication (2017-2021) pour promouvoir la vaccination contre la poliomyélite à l'aide de la technologie SMS. Par ailleurs, plus de 160 chauffeurs de taxi à motocyclettes ont été formés pour fournir des informations sur la vaccination à leurs passagers. Ces deux approches innovantes ont contribué à augmenter le taux d'information des parents ; des enquêtes menées auprès des parents ont montré que leur niveau d'information est passé de 75% à 83% entre 2016 et 2017.

Plus de **4 enfants sur 10** de moins de 5 ans souffre de malnutrition.

Nutrition



Principaux résultats pour les enfants

La malnutrition représente une menace majeure pour la santé et le développement des enfants au Niger, avec des niveaux élevés de carences en micronutriments, de retard de croissance et de malnutrition aiguë globale. L'UNICEF soutient le développement d'une réponse multisectorielle au Niger, et se concentre également sur l'amélioration de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants au niveau communautaire, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère, l'apport de suppléments de micronutriments aux mères et aux jeunes enfants, et la fortification à domicile des aliments complémentaires.

Soutien en amont

- Afin de favoriser un environnement national propice à la lutte contre la malnutrition, l'UNICEF a appuyé l'élaboration d'un plan d'action multisectoriel sur la nutrition et l'inclusion de la nutrition dans le plan national de Développement Economique et Social pour 2017-2021.
- Le groupe technique sur la nutrition, qui coordonne les interventions nutritionnelles au Niger, a été renforcé en 2017. Le mécanisme de coordination a réuni plus de 35 agences du groupe Nutrition afin qu'elles collaborent autour du plan d'action multisectoriel national sur la nutrition et d'une analyse coût-efficacité de la politique nationale de sécurité nutritionnelle.

Offre de services

- Les interventions visant à améliorer l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) parmi les familles déplacées et réfugiées se sont considérablement améliorées. Le pourcentage de bébés nourris exclusivement au sein pendant six mois est passé à 54% dans l'ensemble de la région de Diffa, le taux le plus élevé parmi les camps de personnes déplacées ayant atteint près de 72%.
- L'UNICEF a continué de soutenir la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère au niveau national. Des fournitures médicales et produits nutritionnels ont été distribués à 878 des 922 établissements de santé et à l'ensemble des 44 hôpitaux, ce qui leur a permis de traiter plus de 316 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, dépassant l'objectif initial de 309 000 enfants. Comme les années précédentes, cette prise en charge a été très efficace, avec un taux de guérison de 92,5%, un taux de mortalité de 1,3% et un taux d'abandon de 5,9%.
- Le dépistage de la malnutrition aiguë sévère a été intégré dans le programme national de chimio-prévention du paludisme saisonnier (SMC). Au cours de la campagne SMC 2017, pendant la période de soudure, 2,5 millions d'enfants par mois en moyenne ont été dépistés. Ceci a permis l'identification de plus de 66 200 cas de malnutrition aiguë sévère sur une période de trois mois.
- Une supplémentation en vitamine A est fournie pendant les campagnes de vaccination contre la poliomyélite. En 2017, la deuxième campagne de vaccination contre la poliomyélite s'est limitée aux districts fortement affectés par la maladie, et le taux de couverture nationale de la deuxième dose de vitamine A et de déparasitage n'a pas atteint le niveau habituel de 90%. Le gouvernement, l'UNICEF et d'autres partenaires discutent actuellement de stratégies pérennes de maintien de la couverture en supplémentation en vitamine A, en dehors des campagnes de vaccination.
- Grâce à l'appui technique et financier de l'UNICEF, une enquête nutritionnelle de type SMART (Standard Monitoring and Assessment of Relief and Transition) a été réalisée à Diffa. Cette région a enregistré des taux

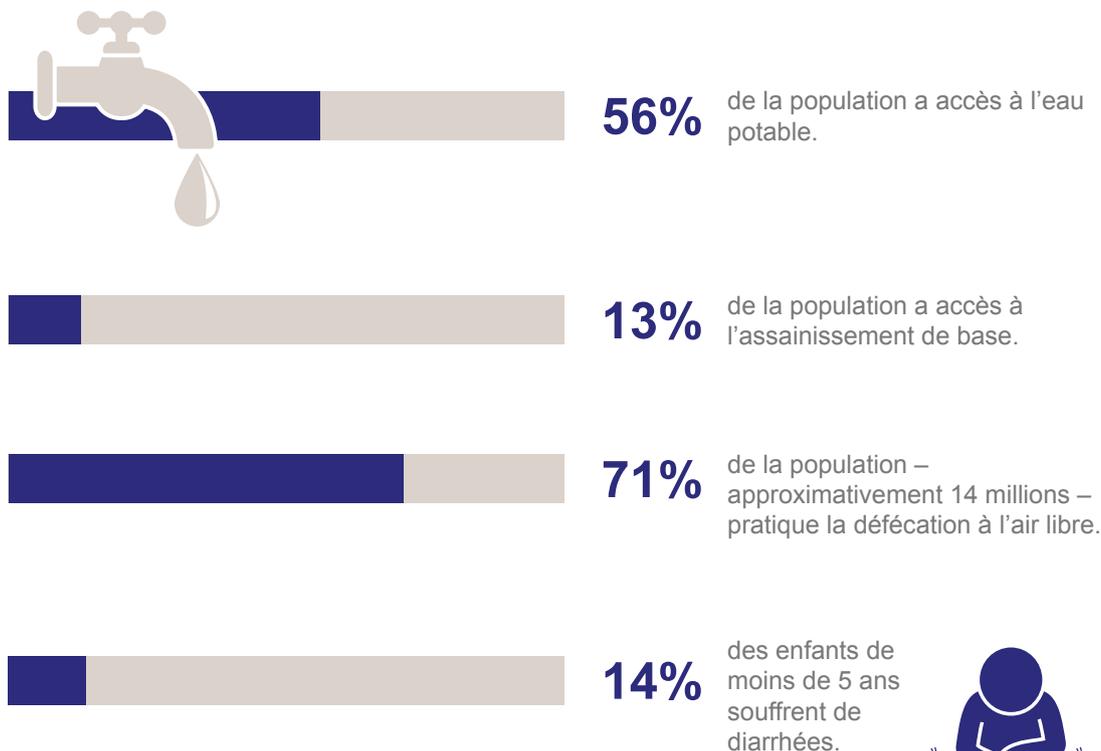
“Notre parcelle de terre ne produit pas assez de récoltes pour nous nourrir toute l'année.”

Aicha, 19 ans, nourrit son fils Nazirou au centre de réhabilitation nutritionnelle intensive de l'hôpital Dakoro de la région de Maradi où il est soigné pour une malnutrition aiguë sévère. Aicha et sa famille ont été sévèrement touchés par les effets du changement climatique qu'on connait dans les zones rurales du Niger.



de malnutrition aiguë globale et de malnutrition aiguë sévère de 13,9% et 2,5%, respectivement. Grâce aux efforts du gouvernement du Niger et des agences humanitaires pour prévenir et traiter la malnutrition, la situation s'est cependant améliorée parmi les enfants des camps de déplacés et de réfugiés, avec des taux de malnutrition en baisse entre 2016 et 2017.

Eau, assainissement et hygiène



Source : Programme commun de surveillance 2017 et Indicateurs de base des Objectifs de Développement Durable; Enquête Démographique et de Santé 2012



Principaux résultats pour les enfants

Le Niger fait face à des épisodes de sécheresse intense, de mauvaises conditions de sol et une progression inéluctable du désert du Sahara. L'accès aux services publics tels que l'eau potable et l'assainissement est limité. L'UNICEF aide le Gouvernement et les

communes à améliorer l'accès des familles et des enfants vulnérables à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, et à prévenir la défécation à l'air libre.

Soutien en amont

- Pour aider le Gouvernement du Niger à atteindre le statut de « Fin de la défécation à l'air libre » d'ici 2030,

l'UNICEF a soutenu le développement d'une feuille de route nationale pour l'assainissement total piloté par la Communauté (ATPC). Les plans d'action pour l'ATPC au niveau régional ont été validés en octobre 2017. De plus, l'UNICEF a soutenu l'élaboration d'un guide national de mise en œuvre de l'ATPC. Ces processus ont permis de renforcer les capacités de la direction nationale de l'assainissement ainsi que des huit directions régionales de l'eau et de l'assainissement.

Offre de services

- En 2017, près de 10 000 personnes ont pu accéder à l'eau potable grâce à la construction et la réhabilitation de points d'eau dans 21 communautés, au traitement de l'eau, à la formation de 105 membres de comités de gestion et de 42 réparateurs. Plus de 436 500 personnes additionnelles ont eu accès à l'eau potable entre 2014 et 2017.
- Plus de 30 500 élèves de 103 écoles ont eu accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates, notamment des installations de lavage des mains et du savon.
- L'UNICEF a soutenu un projet pilote de gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) dans les écoles, qui contribuera à l'inclusion de la GHM dans le guide national sur l'eau et l'assainissement dans les écoles. Dans le cadre de ce projet, l'UNICEF a soutenu la formation d'enseignants et d'élèves à la GHM dans 220 écoles primaires et secondaires, avec plus de 8 800 jeunes filles bénéficiant de kits réutilisables de GHM.
- L'UNICEF a contribué à l'amélioration des installations d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans 12 centres de santé. Parmi ceux-ci, 10 centres ont eu accès à l'eau potable et six ont été équipés de latrines et de dispositifs de lavage.
- Le programme d'ATPC a continué de progresser au niveau national, en vue d'atteindre l'objectif d'un Niger exempt de défécation à l'air libre (FDAL). En 2017, 66 communautés – dont 20 communautés adoptant l'ATPC fin 2016 – ont été certifiées FDAL, améliorant ainsi la vie et la santé de 50 000 personnes.

- Une enquête réalisée sur les points d'eau, les systèmes de gestion et les pratiques d'assainissement dans des villages certifiés FDAL, appuyée par l'UNICEF, dans le cadre du programme ASWA 2013-2016 financé par DFID, a révélé que 88% des points d'eau étaient fonctionnels ; 82% des pannes ont été réparées dans un délai maximum de trois jours, et 91% des ménages visités au cours de l'étude disposaient d'au moins une latrine.
- Le soutien de l'UNICEF au programme d'eau-hygiène-assainissement d'urgence a permis à 67.000 personnes touchées par la crise du bassin du lac Tchad d'accéder à l'eau potable ; 133 000 personnes à risque d'hépatite E ont bénéficié du traitement de l'eau à domicile et de la promotion de l'hygiène ; et 48 500 personnes touchées par les inondations ont pu accéder à l'eau potable grâce à la construction et à la réhabilitation de puits, de forages et de bornes-fontaines, et à la désinfection de puits contaminés.



Depuis l'introduction de l'assainissement total piloté par la Communauté (ATPC) au Niger en 2009, 1 549 des 3 675 villages ciblés ont été certifiés « Fin de la défécation à l'air libre » (FDAL) dès la fin 2016. Pour atteindre l'objectif d'un Niger FDAL d'ici 2030, au moins 2 200 communautés devront être certifiées chaque année.

Pour chaque enfant, APPRENDRE

LE POUVOIR DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Les enfants sont assis sur la moquette, écoutant attentivement leur professeur, Fatimata. « Un, deux », répètent les enfants. « Trois, quatre », ils comptent avec leurs doigts. Ils sont captivés par la leçon et se précipitent à la table circulaire fournie par l'UNICEF quand Fatimata leur donne des instructions, ils saisissent une craie et montrent fièrement leur travail.

Le jardin d'enfants communautaire d'Agadez, au centre du Niger, existe depuis sept ans. Plus de 60 enfants de 3 à 6 ans le fréquentent. Plus de la moitié des enfants sont des filles. « L'ensemble de la communauté soutient le jardin d'enfants, car il est évident qu'il bénéficie aux enfants », dit Fatimata. « Ils entrent au Cours Préparatoire beaucoup mieux préparés. Ils ont des habiletés motrices avancées, sont capables de travailler ensemble et ont des notions de base en calcul, écriture et lecture, ce qui les aide énormément à l'école primaire. »

Fatimata, dont le plus jeune enfant fréquente le jardin d'enfants, a suivi plusieurs formations sur le développement de la petite enfance. Ces formations lui ont donné des compétences et des connaissances précieuses, notamment en matière de nutrition pour les enfants d'âge préscolaire, qu'elle partage maintenant avec la communauté.

Les enfants bénéficient d'un repas par jour au jardin d'enfants, subventionné par les contributions de la communauté. « Malheureusement, il y a encore des parents qui ne comprennent pas complètement l'importance de l'éducation pendant la petite enfance », dit-elle. « Et quand vous leur demandez une contribution [équivalent à 0,44\$US], beaucoup sont réticents ou

incapables de payer. Mais, les enfants veulent venir ici et essaient de convaincre leurs parents de les laisser venir! », ajoute-t-elle en riant.

Le jardin d'enfants est rattaché à une école primaire située dans une zone périurbaine d'Agadez, où la majorité des membres de la communauté sont des éleveurs nomades ou bien ont de petits emplois informels. L'une des mères, Mariama, explique à quel point elle est heureuse que ses enfants soient à l'école maternelle. « Ce sont souvent les enfants qui me rappellent que nous devons nous laver les mains avant de manger », sourit-elle: « Il est important que nos enfants développent ces compétences, et ce jardin d'enfants nous a beaucoup appris. Cependant, il n'est pas toujours facile de trouver l'argent pour contribuer aux frais de fonctionnement. J'ai quatre enfants d'âge scolaire. »

Depuis 2012, l'UNICEF a soutenu la création de 719 jardins d'enfants communautaires en fournissant du matériel comme des pupitres et des chaises adaptés aux enfants, des jouets, des craies, des tapis et des matelas, ainsi que des formations pour les enseignants, le comité de gestion scolaire et les associations de parents.

Au Niger, moins de 8% des enfants ont accès à un établissement préscolaire, ce qui les prive d'opportunités de développement extrêmement importantes. Le soutien des partenaires est essentiel à cet égard, et la contribution apportée par le gouvernement danois en 2017 au programme d'éducation de l'UNICEF au Niger a été particulièrement utile, car elle a permis à l'UNICEF d'investir dans des interventions stratégiques habituellement sous-financées, telles que l'éducation de la petite enfance – une occasion unique pour stimuler le développement d'un enfant, que ce soit dans le jardin d'enfants de Fatimata ou dans beaucoup d'autres dans tout le pays.



Education de base



Seulement **14%** of women des femmes savent lire et écrire, contre **42%** des hommes.

72% des filles sont inscrites dans une école primaire contre **83%** des garçons (taux brut de scolarisation).

34% des enfants sont inscrits dans l'enseignement secondaire de premier cycle – **31%** parmi les filles et **42%** parmi les garçons.

8% des jeunes enfants sont inscrits dans un établissement préscolaire – **4%** en zone rurale et **28%** en zone urbaine.

Principaux résultats pour les enfants

Le Niger présente un des plus grands défis éducatifs au monde: de nombreuses filles et garçons qui ne parviennent pas au terme du cycle d'une éducation de base, un faible taux d'alphabétisation pour les hommes et les femmes et un taux de croissance démographique élevé. L'UNICEF travaille avec le gouvernement du Niger et ses partenaires pour améliorer l'accès à l'éducation de base, en particulier pour les filles, et pour améliorer la qualité de l'éducation.

Soutien en amont

- L'UNICEF a joué un rôle de premier plan en organisant une table ronde sur l'éducation des filles en 2017,

aboutissant à une liste de 10 engagements signés de commun accord par le gouvernement, les partenaires au développement, la société civile et les chefs traditionnels, religieux et communautaires. Cela a conduit à l'adoption par le gouvernement en décembre 2017 d'un décret visant à garantir l'accès et la rétention à l'école des jeunes filles jusqu'à l'âge de 16 ans. L'UNICEF co-dirige le groupe des partenaires du secteur de l'éducation au Niger, en collaboration avec l'Union européenne.

- L'UNICEF est impliqué dans le processus d'analyse du secteur de l'éducation et soutient actuellement la révision du plan sectoriel de l'éducation et de la formation professionnelle prévue pour 2018. L'UNICEF a également contribué à l'inclusion des composantes liées à l'éducation du Plan de Développement Economique et Social 2017-2021.

- L'UNICEF a mené des études auprès d'enfants non scolarisés, en matière d'éducation des filles et sur l'enseignement secondaire de premier cycle en zone rurale en 2017. Ces recherches ont permis de suggérer des pistes d'amélioration pour l'accès à l'éducation parmi les groupes d'enfants exclus ou défavorisés et guideront les décisions politiques futures en matière d'éducation.

“J'étais en classe de 4ème quand j'étais au Nigéria alors je suis contente, et fière, de pouvoir continuer les cours malgré tout.”

Après une journée passée à écouter les cours à la radio, Kana, 16 ans, révise ses leçons chez elle au site de déplacés de Elhadj Menari à Diffa. Elle a fui le Nigeria quand son village, Baga, a été attaqué.



Offre de services

- Des progrès ont été réalisés dans l'offre de services de développement de la petite enfance (DPE). Le soutien de l'UNICEF a permis d'ouvrir 160 jardins d'enfants communautaires, avec des enseignants formés, dont

plus de 15 000 jeunes enfants ont bénéficié. De plus, le Ministère de l'Enseignement Primaire a élaboré et validé des livrets de pré-lecture et de pré-mathématiques à utiliser dans les programmes de DPE.

- D'après une évaluation menée auprès de plus de 60 000 enseignants contractuels en 2017, seulement un tiers des enseignants au Niger sont compétents pour enseigner. Plus de 8 300 enseignants ont ainsi bénéficié d'un cours de rattrapage d'un mois visant à renforcer la qualité de leur enseignement. De plus, l'UNICEF a soutenu un projet pilote visant à améliorer la qualité de l'éducation, par le biais notamment d'évaluations de lecture précoce de des cours de rattrapage et d'une éducation en langue maternelle. Plus de 500 enseignants dans 100 écoles ont été formés à la pédagogie différenciée, et la fourniture de kits scolaires à 148 écoles secondaires du premier cycle et à 2 712 écoles primaires a également facilité l'apprentissage des enfants.
- En soutenant des missions d'enquête et en fournissant une assistance technique, l'UNICEF a activement contribué à l'élaboration d'un modèle pour l'éducation des populations nomades, qui sera testé en 2018. Les manuels en langage des signes ont été révisés, avec une formation prévue pour 2018. Un projet pilote conduit auprès de 4 200 enfants handicapés permettra d'évaluer la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'éducation inclusive.
- Plus de 5 200 enfants et jeunes vulnérables ont eu accès à une éducation informelle et à la formation professionnelle au sein de 50 écoles coraniques et 12 centres de formation aux métiers dans la région de Diffa. L'UNICEF étudie actuellement les moyens d'intégrer les jeunes sur le marché du travail, y compris la fourniture de kits professionnels de démarrage.
- L'éducation des filles a été renforcée dans 224 écoles grâce à un projet pilote qui a fourni des kits d'hygiène menstruelle et une formation à la gestion de l'hygiène menstruelle à 7 300 jeunes filles. Les attitudes négatives vis-à-vis de la menstruation ont un impact négatif sur le bien-être et la fréquentation scolaire des filles au Niger.

Pour chaque enfant, LA PROTECTION

UNE DEUXIÈME CHANCE POUR UNE VIE NORMALE

La lourde porte de la prison s'est à peine refermée derrière moi que je me retrouve entourée d'enfants. Ils sourient, me serrent la main, et me demandent : « Ça va? Et la chaleur? ». Malgré les conditions de détention exiguës, je suis frappé par leur sollicitude et leur gentillesse. Peut-être parce que l'UNICEF représente leur espoir de sortie ?

La situation des enfants associés aux forces et groupes armés est une question délicate dans le monde entier, à laquelle l'UNICEF et ses partenaires au Niger accordent une attention particulière. Pour la première fois dans le pays, le gouvernement et les Nations Unies ont signé un protocole d'entente pour la libération systématique des enfants privés de liberté pour association présumée avec les groupes armés. Les enfants qui ont été enlevés ou recrutés par des groupes armés doivent être considérés avant tout comme des victimes et être protégés contre tout nouveau traumatisme.

Ce protocole d'entente représente un énorme pas en avant et il ouvre la voie à des solutions concrètes pour les enfants et les adolescents qui ont besoin d'avoir un avenir. En deux ans, plus de 100 enfants ont bénéficié de services de protection de l'enfance, en partenariat avec le pouvoir judiciaire. Chaque enfant a une histoire différente : certains ont été capturés par les forces de sécurité nigériennes, d'autres se sont échappés des groupes armés et quelque uns sont retournés dans leur famille.

Le téléphone sonne. Certains enfants vont être libérés. Leurs visages s'illuminent, la perspective d'une vie normale devient une réalité. Les enfants seront emmenés à la capitale, Niamey, et ils resteront pour un maximum de trois mois dans le Centre de transit et d'orientation, soutenu par l'UNICEF en partenariat avec le Ministère de la protection de l'enfance. Avec l'aide d'une équipe

pluridisciplinaire du centre, les enfants bénéficieront d'une intervention psychosociale, d'une formation professionnelle et d'un soutien éducatif pour préparer leur réintégration dans la communauté. L'objectif est de permettre aux enfants de retrouver confiance en eux, de les aider à guérir émotionnellement et de leur donner les compétences nécessaires leur permettant de contribuer de manière constructive à la société.

A près de mille kilomètres de là, à l'extrême sud-est du Niger, à la frontière avec le Nigéria, les communautés dont sont issus les enfants sont préparées pour leur retour. Il est crucial que les familles et les communautés soient suffisamment sensibilisées pour ne pas rejeter ou stigmatiser les enfants. C'est l'une des étapes les plus complexes du processus de réintégration et elle aura un impact durable sur le bien-être et l'avenir des enfants.

L'UNICEF travaille avec les dirigeants nationaux, locaux et communautaires pour parvenir à un consensus sur le statut des enfants en tant que victimes et sur leurs droits à la protection. Les médiations familiales sont essentielles pour que les parents puissent accepter le retour de leurs enfants chez eux sans crainte, colère ou jugement. Le suivi psychosocial est crucial, tant pour les victimes que pour les familles. Le fait de donner aux enfants des compétences professionnelles bénéficie également à l'ensemble de leur communauté, et facilite leur réintégration.

Mais le processus est fragile et les enfants peuvent facilement basculer d'une situation d'acceptation à une situation de rejet par leurs communautés. Et la crainte que les enfants repartent dans les groupes armés est réelle. Pourtant le pardon est possible, lorsque les parents comprennent vraiment la profondeur de la souffrance subie par leurs enfants. Si nous voulons soulager les familles en détresse, il est fondamental de pouvoir expliquer les réalités du conflit et ses conséquences pour les plus vulnérables.



Protection de l'enfant



Un peu plus de **6 naissances sur 10** sont enregistrées au Niger.



92% des naissances sont enregistrées en zone urbaine contre **60%** en zone rurale.



3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans.



8 enfants âgés de 2 à 14 ans sur **10** sont soumis à une discipline sévère à la maison.



60% des femmes approuvent la violence domestique, estimant qu'il y a des circonstances où un homme a raison de frapper sa femme ou partenaire.



2% des filles subissent des mutilations génitales féminines ou une excision.



Source : Enquête Démographique et de Santé 2012

Principaux résultats pour les enfants

La violence, l'abus et l'exploitation font partie du quotidien des enfants et des femmes au Niger. Protéger les enfants contre les préjudices et les dangers nécessite un système global de protection de l'enfance, qui couvre l'ensemble des risques auxquels ils sont confrontés. Au Niger, l'UNICEF travaille avec le gouvernement du Niger, des organisations de la société civile, des communautés

et d'autres partenaires pour renforcer chacune des composantes du système de protection de l'enfance.

Soutien en amont

- Pour améliorer l'enregistrement des naissances dans le pays, ainsi que l'enregistrement d'autres événements vitaux tels que les décès et les mariages, l'UNICEF et l'Union européenne aident le gouvernement à réformer le système d'état civil nigérien. En 2017, le Programme d'Appui au système d'Etat Civil (PASEC) a été lancé.

Le mariage des enfants est très répandu au Niger, et dans des régions telles que Maradi et Zinder, les taux de mariage des enfants s'élèvent à 89 et 87%, respectivement. Dans d'autres parties du pays comme Tillabery, les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) menacent la santé et le bien-être des filles.





Offre de services

- Mi-2017, plus de 317 000 naissances (53% des naissances attendues) avaient été enregistrées dans les délais légaux requis (un mois en zone rurale et 10 jours en zone urbaine). Des déclarations légales d'un juge ont été délivrées à plus de 37 000 enfants sans acte de naissance lors d'audiences foraines. En outre, plus de 116 000 déclarations ont été publiées par le tribunal en réponse à des demandes spécifiques.
- Des comités d'état civil ont été créés dans plus de 3 600 villages, augmentant ainsi la couverture de 62 à 70% à l'échelle nationale. Ces comités ont contribué à sensibiliser la population à l'importance de l'enregistrement des événements vitaux, atteignant ainsi plus de 440 000 personnes. La sensibilisation des populations et leur soutien à l'enregistrement des événements vitaux ont également été renforcés par la formation des radiodiffuseurs de 69 stations de radio locales et de près de 2 700 agents d'enregistrement civil.
- Deux centres pilotes pour la prévention, la promotion et la protection des enfants (CEPPP) ont été ouverts dans la région de Diffa, avec le soutien de l'UNICEF. Les CEPPP constituent une pierre angulaire des réformes en matière de protection sociale entreprises par le Ministère de la protection de l'enfance, et proposent des services de protection aux enfants et aux familles vulnérables.
- L'UNICEF a maintenu son appui technique et financier à 52 services de protection de l'enfance aux niveaux régional et départemental. Plus de 3 000 enfants – dont beaucoup ont été victimes d'abandon, de négligence, d'abus, de traite ou de mariage d'enfants – ont été contactés par les services de protection de l'enfance.
- Plus de 7 300 enfants ont bénéficié de services tels que la médiation familiale, la recherche et réunification, le soutien psychosocial, l'orientation vers un juge des mineurs, le placement d'urgence et les soins médicaux d'urgence.
- 100 travailleurs sociaux du ministère de la Protection de l'enfance ont effectué plus de 8 000 visites à domicile, pour rencontrer des enfants et/ou leurs familles. Plus de

11 000 enfants ont été identifiés comme « à risque » lors d'activités de routine menées dans les prisons, les centres de santé, les établissements d'enseignement, les commissariats de police ou dans les rues.

- Afin d'améliorer les conditions carcérales et la prise en charge des mineurs détenus, 54 gardiens provenant de 17 des 37 prisons ont été formés sur les questions de protection de l'enfance et sur la meilleure façon de prendre en charge et d'interagir avec les enfants en conflit avec la loi.
- La gestion des cas spéciaux d'enfants détenus et adolescents associés à des groupes armés a été définie dans le cadre d'un protocole d'accord spécifique entre le gouvernement et les Nations Unies, signé début 2017. Plus de 90 enfants ont été arrêtés et poursuivis en 2017 pour association avec des groupes armés. Parmi ceux-ci, 76 ont été libérés et envoyés dans des centres de réadaptation des services sociaux.
- Afin d'améliorer la capacité juridique des acteurs de protection de l'enfance, l'UNICEF a contribué à former plus de 50 membres de l'armée sur les questions de protection de l'enfance. Une décision officielle a porté le nombre d'unités de police des mineurs à 75 à fin 2017, et une personne spécialisée dans la prise en charge des enfants a été affectée à chaque unité.

Working with communities

- Afin de faire évoluer les normes et pratiques sociales qui violent les droits de l'enfant, l'UNICEF a soutenu la création de 250 nouveaux comités villageois de protection de l'enfance dans 23 communes. Ces comités ont pu directement atteindre plus de 22 500 personnes, et ce par le biais de séances éducatives organisées trois fois par semaine sur le mariage des enfants, la santé, l'éducation et la protection des enfants. Les communautés de 444 des 794 villages ciblés ont fait des déclarations publiques pour mettre fin aux pratiques nocives envers les femmes et les enfants, y compris le mariage des enfants.

“Mon père ne pouvait pas me payer l'école, alors je suis parti ... Si j'étais resté, je serai devenu un mauvais garçon, à fumer et à boire”. Alors j'ai décidé d'aller en Libye ou en Europe, pour avoir une vie meilleure et aider ma famille restée au pays.”

Omar a quitté son domicile en Sierra Leone en décembre 2017 et aujourd'hui, il attend d'être fixé sur son sort avec d'autres migrants et enfants réfugiés, dont certains attendent dans l'incertitude à Agadez depuis plus de 12 mois.

Communication et plaidoyer public

Principaux résultats pour les enfants

Les actions de communication et de plaidoyer public de l'UNICEF contribuent à renforcer la sensibilisation, les connaissances et l'engagement du grand public, des décideurs et des médias en faveur des droits de l'enfant.

Les activités de communication de l'UNICEF ont permis d'attirer l'attention autour des difficultés rencontrées par les enfants et des réponses qui y sont apportées. Ceci a été possible grâce à la collaboration avec les ambassadeurs et les célébrités de bonne volonté de l'UNICEF, les donateurs, les comités nationaux de l'UNICEF, ainsi que les médias locaux et internationaux. L'UNICEF a nommé son premier ambassadeur national de bonne volonté dans le pays, avec pour objectif de placer les enfants dans le champ des priorités nationales.

Des produits médiatiques de qualité ont été régulièrement produits et largement diffusés auprès des donateurs et des partenaires internationaux. Le bureau pays a renforcé sa présence en ligne et sur les réseaux sociaux, tandis qu'un certain nombre de partenariats avec des médias ont contribué à diffuser des messages clés sur la Convention des Droits de l'Enfant à l'échelle nationale.

- L'ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, Orlando Bloom, s'est rendu à Diffa pour témoigner de la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad où la violence de Boko Haram a conduit à d'importants déplacements de populations. Oxmo Puccino, ambassadeur de bonne volonté d'UNICEF France, s'est également rendu au Niger pour contribuer à la sensibilisation autour de la situation des enfants dans le pays.
- Abdoulrazak Issoufou Alfaga, champion du monde de taekwondo au Niger, a été nommé premier ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF au Niger pour la promotion des droits de l'enfant.
- L'UNICEF a également participé activement à diverses initiatives internationales de plaidoyer public visant à mieux faire connaître le pays au niveau mondial et à faire entendre la voix des enfants au niveau national (UNICEF #KidsTakeOver).
- Plus d'un demi-million de personnes ont été atteintes sur Twitter et plus de 850 000 sur Facebook grâce à la stratégie numérique de l'UNICEF, et notamment l'utilisation de nouvelles technologies, l'innovation et la diffusion de visuels forts permettant de raconter des histoires touchantes sur les enfants et les femmes au Niger.
- L'UNICEF a soutenu la diffusion du programme de radio communautaire Haské Maganin Duhu dans la région de Diffa, qui s'attaque au mariage des enfants et plaide pour des investissements dans la situation des jeunes filles. Soixante-quatorze clubs d'écoute à Diffa ont été mobilisés pour discuter des problèmes qui affectent les jeunes filles.
- Des produits multimédias innovants – utilisation de vidéos de réalité virtuelle, de caméra drones et des caméras GoPro, ont été diffusés sur les plateformes numériques d'UNICEF Niger et d'UNICEF France pour soutenir la levée de fonds auprès du Comité national français.

Communication pour le développement

Principaux résultats pour les enfants

UNICEF works with the Government, religious bodies, communities, women, adolescents, young people and community medias to shift attitudes and promote positive social and behavior change.

Collaboration avec les communautés

- Plus de 4 300 volontaires communautaires dans 19 districts de santé des 35 municipalités ont été formés à la promotion des pratiques familiales essentielles (PFE) lors de visites à domicile.
- Plus de 6,4 millions d'enfants ont été vaccinés au cours de cinq campagnes de vaccination contre la poliomyélite, dont 40 000 enfants vivant dans des camps de réfugiés ou de personnes déplacées dans la région de Diffa. Ces résultats ont été obtenus grâce à la mobilisation de plus de 21 000 décideurs, 220 chefs traditionnels, 6 500 bénévoles communautaires et 200 radios communautaires, publiques et privées.

Partenariat avec les médias

- Afin de contribuer au dialogue communautaire et la communication interpersonnelle, 53 radios communautaires ont diffusé des programmes sur le lavage des mains, l'alimentation complémentaire des enfants, les micronutriments et les soins postnatals dans 528 villages de 25 communes, dont 20 communes de convergence.
- 500 clubs féminins d'écoute radio, établis dans les villages les plus touchés par la malnutrition dans les régions de Maradi, Zinder et Tahoua, ont bénéficié d'émissions et de discussions sur la prévention et le traitement de la malnutrition infantile.

Développement des jeunes

Afin de soutenir leur développement, les adolescents et les jeunes ont été formés à certaines compétences de la vie courante, à la consolidation de la paix, à la



citoyenneté et à la planification participative. Les jeunes ont également aidé à élaborer les budgets municipaux annuels de six municipalités.

- 1 700 adolescents et jeunes de toutes les régions du Niger – 100% de la cible – ont été formés à devenir des pairs éducateurs en compétences de la vie courante, consolidation de la paix, citoyenneté et vie communautaire.
- Afin de lutter contre la violence chez les jeunes dans six communes, des messages de promotion de la paix et d'engagement communautaire ont été relayés par les fadas (associations traditionnelles de jeunes), lors d'événements communautaires et par les radios communautaires, atteignant plus de 20 900 personnes.
- Plus de 170 enseignants des écoles professionnelles et des centres techniques de 12 communes de la région de Diffa ont été formés aux compétences de la vie courante et à la consolidation de la paix et formeront à leur tour 1 500 étudiants.
- 1 400 adolescents non scolarisés dans 18 municipalités ont été formés à la planification participative. Cela a permis d'inclure dans les plans de développement municipaux des activités spécifiques aux jeunes.

- 137 plates-formes communautaires destinées à la jeunesse, créées dans 35 municipalités de convergence, ont permis d'atteindre 98 700 jeunes dans le cadre d'activités de consolidation de la paix et d'engagement communautaire.
 - Afin de pérenniser les résultats obtenus dans les villages modèles, l'UNICEF a aidé 50 comités communautaires dans cinq communes des régions de Dosso, Tillabery et Maradi et Zinder à promouvoir la participation communautaire en matière de planification locale et de protection des droits de l'enfant.
- ### Mobiliser les leaders traditionnels et religieux
- Grâce au partenariat de l'UNICEF avec l'Association des Chefs Traditionnels du Niger et l'Association Islamique du Niger, plus de 300 villages supplémentaires des régions de Tillabery, Dosso, Maradi, Zinder et Tahoua ont atteint les standards de «villages modèles», portant le nombre total de villages modèles à 730 depuis 2016. Pour être qualifiés de «villages modèles», il faut que le village compte au moins 45% de filles scolarisées, 90% d'enfants de moins de 2 ans entièrement vaccinés et 80% d'enfants de moins de 2 ans dont la naissance a été enregistrée à l'état civil.
 - Une initiative a été lancée dans cinq communes de convergence afin de promouvoir la participation et le dialogue communautaires sur l'éducation des filles, la prévention du mariage des enfants, la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Plus de 1 000 chefs religieux ont participé aux discussions. Cette expérience innovante, qui a été rendue possible grâce au partenariat avec la plus grande association islamique au Niger, pourrait encourager l'expansion de la stratégie.

Politique sociale et plaidoyer politique

Principaux résultats pour les enfants

Le développement du Niger est contraint par l'enclavement géographique, la forte croissance démographique, la sécheresse, l'insécurité alimentaire chronique, le faible niveau d'éducation et l'absence de diversification économique. Les enfants et les femmes portent le fardeau de la pauvreté, de la maladie, de la malnutrition et de l'analphabétisme. C'est pourquoi l'UNICEF soutient les enfants et les familles les plus défavorisés, et veille à ce que leurs droits soient pleinement reconnus dans les politiques, stratégies, programmes et ressources publiques nationales et locales.

- La Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive du Niger à l'horizon 2035, la politique nationale de genre et le plan quinquennal de Développement Economique et Social pour 2017-2021 ont été finalisés avec l'appui technique des partenaires de développement. Grâce aux efforts de plaidoyer de l'UNICEF et de ses partenaires, les principaux problèmes affectant les enfants ont été abordés dans le nouveau plan de développement, notamment dans le champ de l'éducation des filles, de la santé infantile et de l'autonomisation des femmes.
- En 2017, l'approche des communes de convergence des Nations Unies – où les interventions de l'UNICEF en matière de santé, nutrition, eau et assainissement, éducation et protection des enfants sont coordonnées avec les actions des autres agences des Nations Unies et visent à renforcer la résilience des communautés vulnérables – est entré dans sa quatrième année de mise en œuvre. Les sept régions et 31 des 35 communes de convergence avaient des plans de développement régional et des plans de développement communal abordant la situation des enfants. Trente-deux des

- 35 communes de la convergence ont signé des plans d'action annuels avec les agences des Nations Unies, et près de 60% des plans d'action ont été réalisés.
- Afin de renforcer les capacités du gouvernement au niveau décentralisé, huit maires des régions de Tahoua, Maradi et Zinder se sont engagés par écrit à respecter un certain nombre de recommandations en matière de planification participative, de budgétisation participative et de responsabilité citoyenne en 2018.
 - Le Niger a adopté sa deuxième Stratégie nationale pour le développement de la statistique (2017-2021), qui vise à fournir des données statistiques de qualité, pertinentes, fiables et accessibles. Avec le soutien de l'UNICEF et d'autres partenaires, le système national d'information a été renforcé et 35 gestionnaires de données du ministère et directeurs des statistiques des huit régions ont été formés à l'utilisation des bases de données révisées et mises à jour.
 - L'UNICEF a soutenu l'Institut national de la statistique (INS) dans l'évaluation de la capacité du système statistique nigérien à suivre et évaluer la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social 2017-2021. Une feuille de route comprenant une série d'actions spécifiques sera mise en œuvre dans le cadre du plan de travail annuel 2018 de l'INS, avec le soutien de l'UNICEF et d'autres partenaires.
 - Une activité clé pour l'INS a été la collecte de données pour l'Enquête Démographique et de Santé (DHS) 2017, qui fournira des données de base pour suivre et évaluer le Plan de Développement Economique et Social (2017-2021) et les engagements du Niger par rapport aux Objectifs de Développement Durable. L'UNICEF a fourni à l'INS un soutien financier et technique important, en particulier en termes d'amélioration de la qualité des données sur l'état nutritionnel des enfants et des femmes. Pour la première fois, les données de l'enquête auprès des ménages ont été collectées à l'aide de tablettes.

Action humanitaire

2 millions de personnes¹

touchées par les catastrophes naturelles, la crise du bassin du lac Tchad², les épidémies, l'insécurité alimentaire et les déplacements de populations.



Plus de 250 000³ personnes

déplacées internes (PDI), réfugiées et rapatriées dans la région de Diffa en raison de la violence de Boko Haram.

7 départements

Dans le sud-ouest du Niger, la vulnérabilité des populations s'est aggravée dans sept départements en raison de la détérioration de la situation sécuritaire.



Plus de 316 000 enfants

de moins de 5 ans touchés par la crise nutritionnelle nationale.

¹ Plan d'intervention humanitaire Niger 2017, OCHA.

² La crise du bassin du lac Tchad fait référence aux conséquences humanitaires du conflit avec Boko Haram qui affecte 4 pays autour du lac Tchad

³ Direction régionale de l'enregistrement civil de Diffa, Octobre 2017.

Principaux résultats pour les enfants

En partenariat avec le gouvernement, ainsi que des ONG locales et internationales, l'UNICEF fournit une aide humanitaire intégrée en matière de santé, nutrition, eau-hygiène-assainissement, éducation et protection de l'enfance aux personnes déplacées, réfugiées et rapatriées de la région de Diffa, touchées par la crise du bassin du lac Tchad depuis 2015.

L'UNICEF soutient également la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère à l'échelle nationale ; la provision d'articles non alimentaires, d'eau-hygiène-assainissement et d'éducation aux enfants et familles touchés par les inondations; les réponses visant à contenir les épidémies telles que la rougeole et fournit un soutien d'urgence pour assurer la continuité de l'éducation des enfants affectés par les crises dans plusieurs régions.

Eau, hygiène et assainissement dans les situations d'urgence

- Grâce au soutien de l'UNICEF, 57 000 personnes touchées par le conflit avec Boko Haram dans la région de Diffa ont désormais accès à l'eau potable grâce à la construction et la réhabilitation de forages et de petits réseaux de canalisations et plus 17 000 personnes grâce à l'approvisionnement par camion.
- Plus de 47 000 personnes dans la région de Diffa ont bénéficié du programme visant à l'assainissement total piloté par la communauté, qui aide les communautés à construire, utiliser et entretenir leurs propres latrines et à mettre fin à la défécation à l'air libre.
- Le Niger a été confronté à de graves inondations en 2017. Pour enrayer la propagation des maladies, plus de 56 000 personnes ont bénéficié de la distribution de produits de traitement de l'eau, d'activités de prévention

Comblent la fracture humanitaire-développement

Depuis le Sommet Humanitaire Mondial de 2016, l'une des stratégies préconisées est de fournir une assistance humanitaire et une aide au développement de façon concomitante, afin de favoriser les sorties de crises précoces et prévenir la récurrence des crises. Au Niger, par exemple, cela fait trois ans que les communautés de personnes déplacées dans la région de Diffa, qui ont été affectées par la crise du bassin du lac Tchad, ont un accès durable à l'eau.

Après des années de transport d'eau par camion jusqu'au site de déplacement de Kidjani, à 70 km de la ville de Diffa, l'UNICEF a pu mobiliser suffisamment de ressources, en collaboration avec l'ONG ACTED, pour investir dans une solution rentable et à long terme : un système de canalisations qui fournit à

plus de 20 000 personnes un accès durable à l'eau potable.

L'infrastructure consiste en 14 680 mètres linéaires de réseau d'eau et 41 fontaines d'eau, et est gérée par quatre comités de gestion de l'eau formés spécifiquement dans ce cadre. Il s'agit d'un système multi-village qui relie trois villages de la région : Malam Djowori, Kidjandi et Garana.

Le transport d'eau par camion coûte 3 600 dollars US par jour, soit environ 1,3 millions de dollars US par an, alors que la construction du nouveau système de canalisations a été de 1,47 million de dollars US. Afin de réduire les coûts d'exploitation, les petits réseaux peuvent être alimentés par l'énergie solaire, ce qui augmente leur efficacité et réduit les émissions de carbone.

du choléra et de la désinfection des puits contaminés. De plus, la réhabilitation des puits endommagés dans les régions de Dosso et de Tillabery a permis de fournir de l'eau potable à 23 500 personnes touchées par les inondations.

- En 2017, la région de Diffa a connu une épidémie d'hépatite E avec 2 145 cas et 39 décès. La mise en œuvre d'un plan d'intervention rapide et coordonné a permis de contenir l'épidémie. Des milliers de personnes ont évité la maladie grâce au traitement de l'eau et à la promotion du lavage des mains au savon ou à la cendre.
- L'UNICEF a fourni un soutien technique et distribué 5 000 kits d'articles non alimentaires dans le cadre du mécanisme de réponse rapide à Diffa. Le projet évalue les vulnérabilités aiguës des communautés déplacées de force et fournit un soutien rapide en matière d'eau, hygiène et d'assainissement, ainsi que des articles non alimentaires, y compris des kits d'hygiène pour les filles et les femmes.

Action humanitaire en termes de VIH

- Plus de 1 500 personnes dans la région de Diffa ont bénéficié d'informations sur la prévention du VIH, dont 63 femmes enceintes référées aux services de PTME. Par ailleurs, plus de 2 400 personnes séropositives ont reçu un traitement antirétroviral – parmi celles-ci, 1 480 étaient des femmes et 51 des adolescents.

Action humanitaire en termes de santé

- Plus de 48 000 enfants âgés de 9 à 59 mois ont été vaccinés contre la rougeole dans la région de Diffa, dont 17 000 enfants réfugiés et déplacés.
- Plus de 30 000 enfants de moins de 5 ans ont pu accéder aux services de santé dans les 48 établissements de santé de la région de Diffa. L'UNICEF a soutenu ces services de santé par la fourniture de médicaments essentiels pour traiter les enfants atteints de paludisme, de diarrhée et d'infections respiratoires.
- Plus de 7 400 enfants de la région de Diffa ont bénéficié de services de santé grâce à des cliniques mobiles soutenues par l'UNICEF.

Action humanitaire en termes de nutrition

- En réponse à la crise nutritionnelle nationale, plus de 316.000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge, dont plus de 11.000 dans la région de Diffa.

Action humanitaire en termes d'éducation

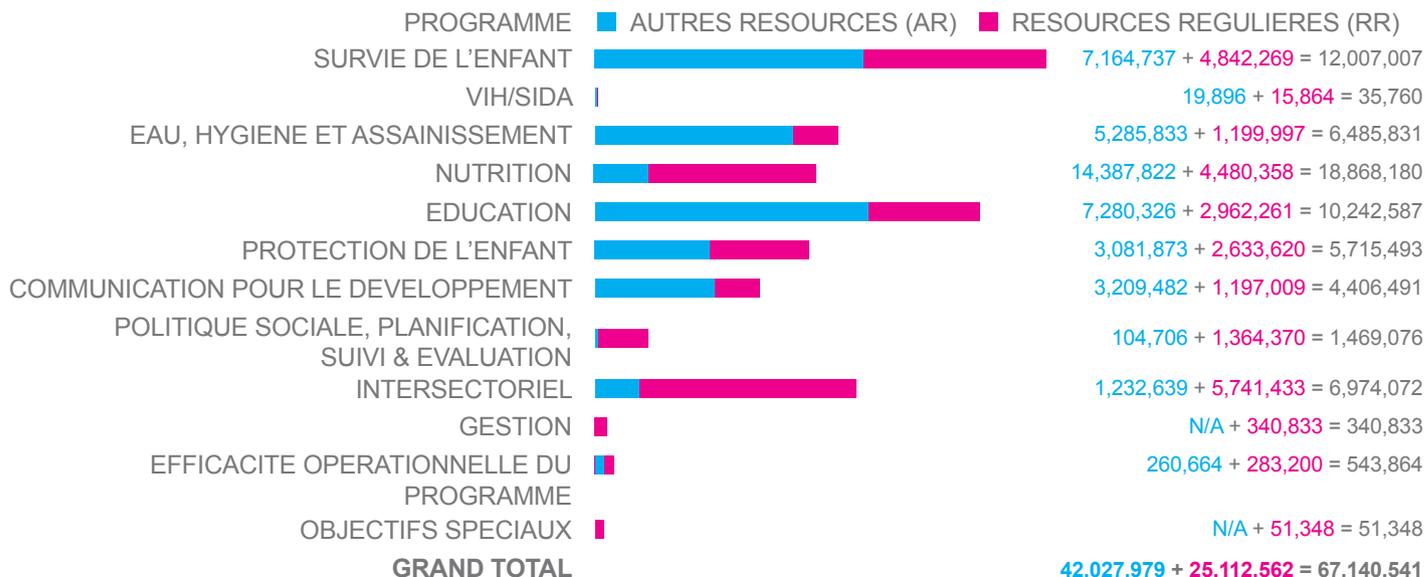
- Les attaques visant l'éducation se sont poursuivies en 2017 dans la région de Diffa, avec deux écoles endommagées en mai et un directeur d'école tué en octobre. Quatre écoles ont été fermées car les enseignants effrayés ont décidé d'arrêter de travailler. Malgré la violence, en octobre 2017, l'UNICEF et le gouvernement du Niger avaient permis à plus de 26 000 enfants d'accéder à l'éducation, à tous les niveaux. Ceci a inclus l'installation de centres d'apprentissage temporaires pour 12 000 enfants et la fourniture de kits scolaires à plus de 30 000 enfants.
- Afin d'offrir aux enfants non scolarisés dans la région de Diffa un accès à l'éducation, un programme novateur d'éducation radiophonique a diffusé des séances d'alphabétisation et de calcul et des émissions sur protection de l'enfance à des groupes d'écoute d'enfants.

Action humanitaire en termes de protection des enfants

- Afin de les aider à se relever après leur déplacement et leur traumatisme, près de 10 000 enfants affectés par le conflit de Diffa ont bénéficié d'activités psychosociales dans 62 espaces adaptés aux enfants, dont 14 exclusivement réservés aux adolescents.
- Sur les 260 enfants non accompagnés et séparés de leur famille, identifiés en 2017, 201 ont été pris en charge dans des familles de transit, tandis que les autres sont restés dans des familles d'accueil spontanées.
- Grâce au soutien de l'UNICEF et de ses partenaires, 76 enfants présumés associés aux groupes armés, dont une fille, ont été relâchés et pris en charge dans un centre de transit et d'orientation mis en place à Niamey.

FINANCEMENT

BUDGET PROGRAMMATIQUE, 2017, US\$



REMERCIEMENTS A NOS DONATEURS

Nous remercions nos généreux donateurs sans qui l'action auprès des enfants et des femmes au Niger serait impossible.

- Les gouvernements du Canada, France, Allemagne, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Niger, Norvège, Espagne, Suisse et Royaume-Uni
- Les comités nationaux d'UNICEF France, Allemagne, Italie, Mexique, Suède et des Etats Unis.
- La Commission Européenne et ECHO
- GAVI l'Alliance pour les vaccins
- Fonds thématiques pour l'éducation, la santé, la nutrition, WASH et l'action humanitaire
- L'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement (NORAD) et l'Agence Suédoise de coopération Internationale au Développement (SIDA)
- Le Bureau pour la Population, les Réfugiés et les Migrations (BPRM), les Centres pour le Contrôle et la Prévention des Maladies (CDC) et le programme "Vivres pour la Paix" de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID)
- Nutrition International
- Le Fonds Fiduciaire Multipartenaires (FFM) de l'Agence des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme commun des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et le Programme Alimentaire Mondial



Pour plus d'informations, veuillez contacter

UNICEF NIGER
2, Rue des Oasis
Quartier Ancien Plateau
BP 12481
Niamey, Niger

Téléphone : +22720727100

Email : niamey@unicef.org

www.unicef.org/infobycountry/niger.html

 www.facebook.com/unicefniger

 www.twitter.com/unicefniger

 www.instagram.com/unicefniger

 <https://www.youtube.com/user/unicefniger>